

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Il faut sauver la révolution Bolivienne !

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : lundi 22 septembre 2008

Démocratie & Socialisme

Nos « élites » sont parfois surprenantes. Quand le danger extrémiste est objectivement loin à l'horizon, elles n'hésitent pas à brandir son spectre pour servir leurs intérêts les plus immédiats. Il en est allé ainsi il y a quelques semaines, quand en France, la « gauche caviar » s'est associée avec la droite pour attaquer ignominieusement Siné en le qualifiant d'antisémite et d'extrémiste... En revanche, lequel de ses messieurs va ne serait-ce que lever le petit doigt pour dénoncer les véritables bandes fascistes qui sévissent en Bolivie et tentent de plonger le pays dans la terreur ? Lequel d'entre eux aura le courage de dire que ces « bataillons de la mort », soutenus par les oligarques boliviens et équipés par l'impérialisme mondial, constituent l'avant-garde armée de la réaction qui s'est fixée pour tâche de détruire le processus révolutionnaire, et donc démocratique, qui touche ce petit pays andin ? Pourtant, le 12 septembre 2008, dans la province du Pando, au Nord du pays, trois groupes armés d'extrême droite proches du préfet réactionnaire Leopoldo Fernandez ont attaqué des municipalités proches de la capitale régionale Cobija, loyale au régime, et y ont massacré des paysans pauvres partisans du président Morales et solidaires du processus révolutionnaire bolivien. D'après les dernières nouvelles, l'armée aurait investi Cobija, mais ne parvient pas à reprendre les bourgs où les bandes fascistes continueraient leur oeuvre de mort¹... Dernier épisode d'un affrontement social ascendant depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, dont il nous incombe de tirer les leçons.

La Bolivie est un pays typique du continent sud-américain. Elle doit assumer un héritage hispanique fort, malgré l'indépendance obtenue en 1825. Le passé colonial de la Bolivie est en effet encore inscrit dans la chair de son peuple, puisque la majorité amérindienne (55 % de la population) cohabite avec des métis et des blancs européens (15 %), au niveau de vie plus élevé en moyenne. En outre, la partition du pays entre le plateau andin (l'Altiplano) à l'Ouest et les plaines fluviales et tropicales de l'Est renforce et « spatialise » cette hétérogénéité ethnique. Néanmoins, la géographie procure certains avantages, puisque le pays dispose de richesses naturelles abondantes, notamment dans son sous-sol exploité dès la période coloniale. Comme dans toute l'Amérique latine, la bourgeoisie bolivienne, tout aussi indigente que ses voisines, n'a jamais réussi à imposer la démocratie la plus élémentaire, ce qui a permis à l'armée d'occuper une place dirigeante. Si, dans la tradition hispanique, les militaires ont pu jouer un rôle progressiste, il reste que l'armée a surtout imposé sa dictature sanguinaire des années 1960 au milieu des années 1980. A l'instar des autres pays hispaniques, la transition « démocratique » s'est alors faite sous le talon de fer de la concurrence mondiale et de la libéralisation forcée, prônées comme des dogmes par les institutions internationales. La lutte contre l'inflation, contre le déficit public et contre le secteur nationalisé a laissé ce pays dans une situation exsangue à l'orée des années 2000. La Bolivie était alors un des pays les plus pauvres du monde.

C'est lors de la dernière année du XXe siècle que la situation économique de la Bolivie évolue radicalement, avec la découverte du gigantesque gisement gazier de Tarija. Cette nouvelle donne économique donne le signal au réveil de la combativité ouvrière, paysanne et indigène, car le mouvement social chilien, quoique apathique depuis 1962, peut se targuer d'un passé glorieux en la personne du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire qui avait imposé le suffrage universel et une ambitieuse réforme agraire à l'oligarchie au début des années 1950. Depuis 2000, ce retour d'un état d'esprit combatif permet aux masses de se lancer hardiment sur les voies de la contestation du libéralisme, qu'il soit de droite ou de « gauche ». Leur mot d'ordre est simple : la manne financière assurée par l'extraction du gaz naturel doit profiter à tous, et non aux seules multinationales occidentales, ce qui passe par la renationalisation des hydrocarbures. Depuis 2000, il n'y a pas eu une année, pas un mois sans de grandes manifestations contre le pouvoir. Les chiffres sont éloquentes : en 5 ans, les travailleurs boliviens, par leur action autonome, ont réussi à acculer deux présidents à la démission et ont forcé le troisième à appeler à des élections anticipées en 2005, élections qui ont vu la victoire d'un dirigeant indigène et syndicaliste peu connu jusque là : Evo Morales. C'est le premier enseignement que l'on peut tirer de cette histoire récente. Ceux qui crient à la personnalisation du pouvoir et au bonapartisme, que ce soit au Venezuela ou en Bolivie, oublient ou font semblant d'oublier Chavez et Morales ne seraient rien sans les masses qui les ont portés au pouvoir. Ils n'ont leur confiance que parce qu'ils incarnent leurs aspirations confuses au mieux-vivre et surtout leur refus de revenir à l'esclavage antérieur. Nul doute que ces chefs prétendent « charismatiques » perdraient leur aura en un jour, s'ils opposaient aux masses leur refus d'aller plus loin ou s'ils s'engageaient sur la voie des concessions avec l'ordre ancien...

Morales est un démocrate, ce fait est incontestable. Son action gouvernementale depuis le début de l'année 2006 est déterminé par cette exigence : satisfaire les aspirations légitimes de la majorité du peuple bolivien. C'est la démocratie, dans son sens noble et à vrai dire le seul qui existe qui imposait au président de nationaliser les gisements d'hydrocarbures, puisque cette réforme était le mot d'ordre n° 1 de la force sociale qui a amené Morales et son parti, le MAS, au pouvoir en 2005. L'objectif proclamé de conserver 82 % des recettes pétrolières face aux firmes étrangères permet depuis de financer des plans d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté qui sont à la hauteur de l'urgence sociale. Il devrait en aller de même pour la réforme institutionnelle et la reconnaissance du fait indigène. Mais c'est là où le bât blesse. Car il y a démocrates et « démocrates » ! La contre-révolution, qui préparait dans l'ombre sa contre-offensive, a finalement décidé, devant l'enthousiasme populaire, de concentrer ses forces sur une opposition dite « civique », dont l'objectif est de renforcer l'autonomie des provinces qui le souhaiteraient avec, à court terme, la perspective de faire sécession, si le processus révolutionnaire emmenait le pays trop loin à gauche. Là où Morales réalise la démocratie véritable en appliquant le programme élaboré progressivement par les masses dans le cadre de leur lutte, les oligarques qui ont perdu le pouvoir étatique utilise la démocratie, pour temporiser et faire triompher des positions fondamentalement minoritaires. Cette opposition légale mise sur les hésitations et l'irrésolution de Morales et de son gouvernement qui ne comprennent pas nettement que ces « démocrates » de droite tendent un piège au nouveau régime. La véritable démocratie exigerait de combattre sans concession cette opposition, ennemi mortel des travailleurs boliviens. Cette opposition officielle et parlementaire, visant à séparer les provinces riches de l'Est du centre andin, indigène et populaire, a de fait obtenu du président Morales l'organisation d'un référendum sur l'autonomie provinciale, le 2 juillet 2006. La droite a largement perdu au niveau national, ce qui prouve que l'oligarchie est ultra minoritaire, mais la vérité sociale est ailleurs, au niveau local. Les provinces andines autour de La Paz, fidèles au MAS, ont voté contre toute dérive autonomiste, tandis que les régions riches de l'Est se sont prononcées pour, ce qui prouve la fracture socio-géographique de ce pays³. Cette fracture patente a mis à l'ordre du jour dans les rangs de l'opposition la question de la guerre civile en Bolivie.

Les succès politiques de Morales, porté par les masses, ont obligé la réaction à s'organiser davantage. L'opposition « civique » cherche à rassembler tous les mécontents et à temporiser en attendant le déclin de l'état de grâce du président. Rien de tel, alors, que le débat constitutionnel pour couper le MAS de sa base sociale, acheter certains de ses parlementaires et s'enfermer dans des débats d'experts à même de « refroidir » l'enthousiasme révolutionnaire... Morales a fait une nouvelle erreur en intégrant la minorité dans la discussion sur les nouvelles institutions, alors qu'elle n'est que l'émanation de l'ordre ancien que les masses boliviennes veulent mettre à bas. Plus généralement, contrairement aux républicains français de la fin du XIXe siècle, Morales n'a pas épuré l'appareil d'État et a laissé la police, l'administration, la justice et les médias aux mains des oligarques par peur de passer pour trop radical. C'est pourtant une nouvelle fois la démocratie elle-même qui exigeait ce coup de balai qui n'a pas effrayé en leur temps les Gambetta et autre Ferry, bien décidés à mettre à la porte le personnel public monarchiste ! Les préfets des provinces de Santa Cruz ou de Pando, bien que considérés par tous comme des valets des oligarques, n'ont pas été remplacés par des fonctionnaires loyaux à Morales et au mouvement social. C'est là la préhistoire du drame de Cobija, où les fascistes ont pu profiter de la protection du préfet Fernandez lors de leur raid du 12 septembre dernier...

Malgré le regain d'activité de l'opposition, Morales dispose d'une majorité large pour aller de l'avant et pour faire franchir au processus révolutionnaire un nouveau pallier. Face aux vellétés sécessionnistes des provinces orientales, qui elles n'ont pas peur de braver les règles de la démocratie en organisant des référendums illégaux et même des lockout patronaux, Morales a remis son mandat en jeu le 10 août 2008. Il l'a emporté avec plus de 60 % des voix, malgré la campagne de haine de ses ennemis de Santa Cruz et d'ailleurs. C'est véritablement depuis cette date que l'opposition « civique » régionaliste a fini sa mue en opposition terroriste de type fasciste. Dès le mois de septembre, les attaques contre les locaux syndicaux, contre les organes de presse des partis politiques et même contre les militants se sont multipliées. Le massacre de la région de Cobija n'est que le couronnement de l'activité intensive des bandes fascistes. Face à ce danger de plus en plus éminent, face au risque d'une guerre civile généralisée, Morales doit cesser les faux-semblants.

Il n'y a pas de conciliation possible avec les oligarques qui sont maintenant décidés à détruire le nouveau régime, à

Il faut sauver la révolution Bolivienne !

recourir au coup d'État et à l'assassinat. L'alternative est simple et aucun troisième voie n'est à l'ordre du jour : approfondissement du processus révolutionnaire et auto-organisation des masses bien décidées à se défendre face aux fascistes ou victoire dans le sang de la réaction intérieure soutenue par l'impérialisme. Le MAS doit passer le guet au plus vite, car le temps presse. Le souvenir du Chili n'est que trop présent dans les esprits...

Jean-François Claudon (75)

- ▶ 1 Source : www.hnsinfo.net/article.php3?id_article=15393
- ▶ 2 RUDEL C., La Bolivie, Karthala, Paris, 2006, p. 133 sqq.
- ▶ 3 DORY D. « Polarisation politique et fractures territoriales en Bolivie », Hérodote, n°123, 2006, p. 86.